Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 17 (1925)
Heft: 11

Artikel: Graphiques économiques
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383566

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

l'avons vu, l'économie européenne, dans son ensemble, a été si gravement distancée par l'économie des pays extra-européens, notamment des Etats-Unis. Pour ces différentes raisons, on demande donc qu'un grand effort international soit entrepris pour permettre, par l'adoption de mesures de réciprocité et par l'établissement de relations fécondes de coopération, l'abandon des méthodes d'isolement et de lutte économique et l'expansion solidaire des forces économiques des différents pays.

Un troisième courant se rattache aux préoccupations de politique sociale. L'exaspération des antagonismes d'intérêts crée assurément une atmosphère et des conditions économiques peu propices aux mesures de solidarité internationale dans l'ordre des problèmes du travail. L'âpreté de la concurrence et les incessants efforts de compression des prix de revient qui en sont la conséquence entravent, dans bien des pays, les progrès de la législation sociale. Ici encore, des méthodes de coopération économique internationale se présentent comme devant fournir les solutions cherchées.

Il faut citer enfin comme une grande force agissant dans le même sens le courant populaire en faveur de la paix. On a, de maints côtés, mis en lumière les dangers de guerre que recèlent les antagonismes économiques entre Etats. On a montré comment les diverses formes du désarmement sont solidaires et comment le désarmement militaire ou le désarmement moral sont irréalisables aussi longtemps que les conflits d'intérêts poussent dans le domaine économique à la surenchère des armements.

Tous ces mouvements dérivent d'une source commune. Au cours des années — au cours d'un siècle — des liens économiques toujours plus étroits ont été noués entre les peuples. Les économies nationales sont devenues de plus en plus interdépendantes. A côté d'elles, au-dessus d'elles ou, pour mieux dire, entre elles, une économie mondiale s'est formée. Et le problème commun, auquel se ramènent ces différents problèmes, peut se formuler en ces termes: donner à l'économie son statut.

Graphiques économiques

Nous commençons aujourd'hui la publication de graphiques économiques accompagnés de textes explicatifs qui ne manqueront pas d'intéresser nos lecteurs. Nous prêterons volontiers au prix coûtant tous nos clichés aux journaux qui voudraient les reproduire.

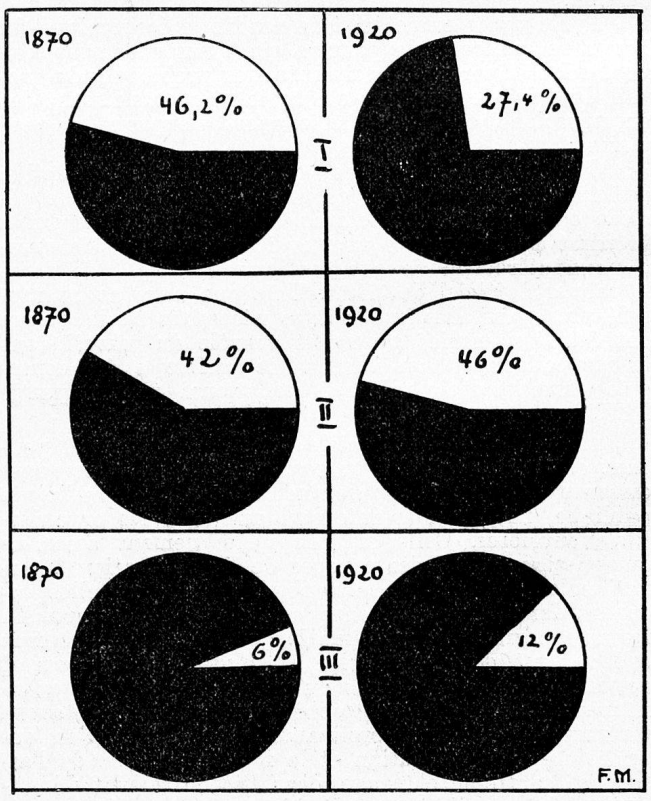
Ce tableau donne la composition de la population active de la Suisse et son développement de 1870 à 1920. Le graphique ne reproduit que l'état de 1870 et de 1920 sans donner le développement de la courbe. Les chiffres extrêmes de 1870 et 1920 donnent par contre une image absolument complète de l'état de fait au début et à la fin de ce demi-siècle.

Il en résulte que la proportion de l'agriculture sur le chiffre total de la population active est descendue de 46,2 % à 27,4 pour cent, ce qui est beaucoup. L'augmentation du nombre de personnes occupées dans l'artisanat n'a que peu progressé (4 pour cent de l'ensemble de la population active). Mais ce qui est intéressant à constater, c'est que le commerce a élevé sa proportion de 100 pour cent en passant de 6 à 12 pour cent. Il en résulte une augmentation de l'importance du commerce dans notre économie. Le nombre des personnes occupées dans les transports a plus que quintuplé (17,464/91,297). Cette augmentation dans le nombre du personnel des transports a considérablement contribué a faciliter l'échange de marchandises. De ce fait, l'augmentation de la proportion des personnes exerçant une activité dans le commerce ne peut pas être considérée comme économiquement inéluctable. Au contraire: le renchérissement des marchandises par suite des surcharges qu'y opère le commerce trouve en partie son explication dans les chiffres et faits que signale notre graphique. L'augmentation anormale du nombre des personnes occupées dans le commerce correspond à la tendance capitaliste de faire toujours plus et partout des bénéfices intermédiaires.

Le tableau démontre que l'on peut parler davantage en Suisse d'une « surcommercialisation » que d'une surindustrialisation. Notre graphique se base en premier lieu sur des chiffres publiés par le bulletin de la Banque populaire suisse nº 63 du mois d'avril 1925, basés eux-mêmes sur le recensement et ses conséquences. Si l'on réduit la définition des personnes « actives dans le commerce » à celles qui exercent une *activité commerciale*, le résultat est le même. Mais alors, le nombre des personnes exerçant une activité commerciale ont augmenté en réalité à elles seules dans les 40 dernières années de 130 pour cent. (Voir les rapports économiques de la feuille officielle du commerce nº 5, 1925). Notre graphique ne présente donc pas non plus ici des chiffres statistiques spécialement choisis pour servir à notre démonstration.

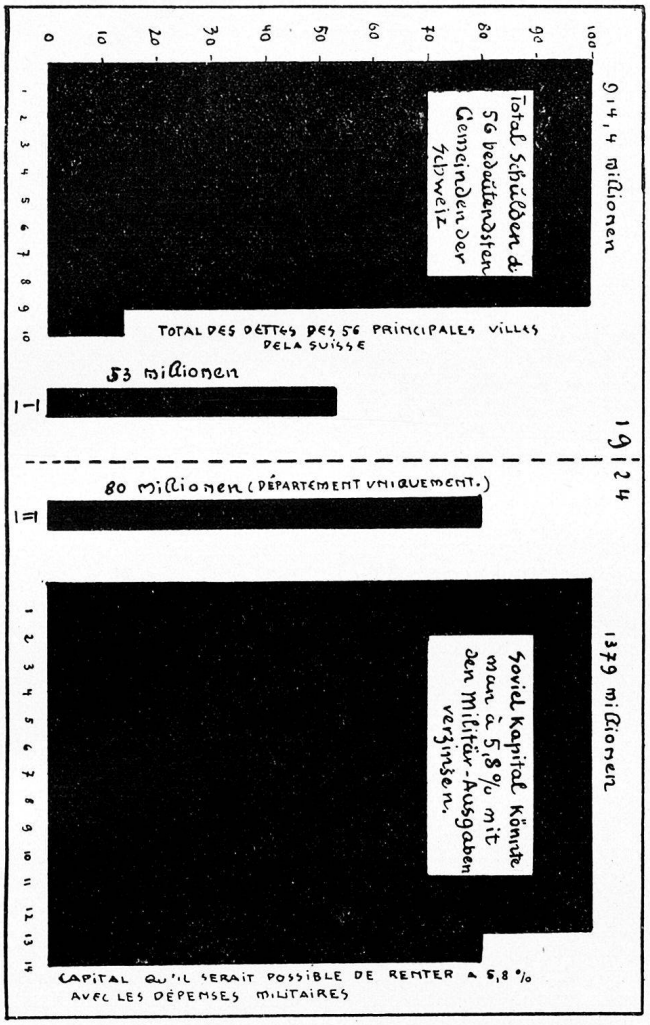
Les 914,4 millions de gauche représentent les dettes des 56 principales communes de la Suisse. (Les communes de l'union des villes.) A 5,8 pour cent, cela donnerait une somme de 53 millions. Ce taux de 5,8 pour cent étant celui des conditions d'émission de l'année

Composition sociale de la population en %
Tab. 1 1870—1920



I Production naturelle.
II Exploitation des mines et autres produits bruts du sol.
III Commerce.

Tab. 2. Dettes communales et dépenses militaires



I Ce qu'il faudrait en intérêts à 5,8 % pour renter les capitaux de la partie de gauche.

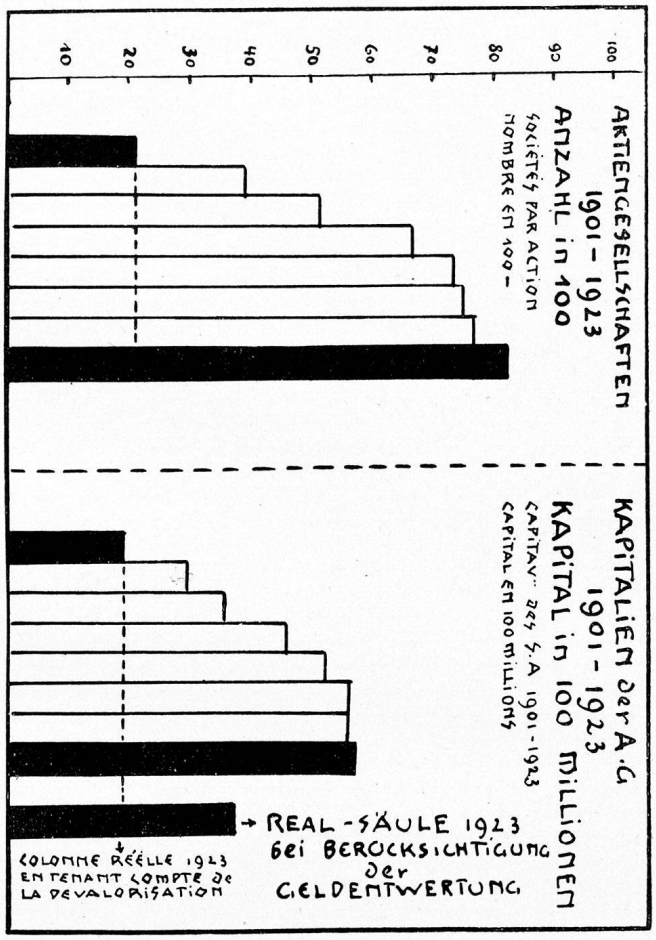
II Dépenses militaires (du département uniquement); elles renteraient les capitaux de la partie de droite à 5,8 %.

dernière, il peut être considéré comme une moyenne assez juste.

Les charges de la dette de ces communes ne suffiraient pas, et de beaucoup, à couvrir seulement les dépenses militaires. Les dépenses du Département militaire fédéral sont de beaucoup supérieures aux sommes nécessaires au service de la dette des 56 principales communes de la Suisse, car, en comptant à 5,8 pour cent ces dépenses militaires, on pourrait renter non seulement 914,4 millions, mais 1379 millions. (Voir à droite la surface comparée que représente cette somme.) N'est-ce pas la preuve indubitable de la charge énorme que représente notre militarisme suisse? Toutes les dettes des communes suisses pourraient être rentées et même, peut-être, amorties.

Le tableau 3 donne une image du développement des sociétés par actions en Suisse. Le nombre des *sociétés par actions* est de beaucoup supérieur à l'augmentation des capitaux investis dans les sociétés par actions. Cependant, l'accroissement des capitaux de 2 à près de 6 milliards dans l'espace de 22 ans démontre la rapide augmentation de l'importance des sociétés

Tab. 3. Le développement du capital impersonnel de 1901 à 1923



par actions. La plus forte élévation des colonnes représentant le nombre des sociétés par actions s'explique de ce que déjà en 1901, les entreprises les plus importantes avaient déjà pris la forme de sociétés par actions. L'augmentation depuis 1901 du nombre des sociétés par actions provient de l'extension de la forme des sociétés impersonnelles parmi *les petites entreprises*, et en raison des tendances à la concentration et des questions d'impôt et surtout pour faire face aux demandes toujours plus fortes de *responsabilité personnelle limitée*. La dernière colonne ded roite montre l'accroissement des capitaux considérée du point de vue de la valeur de l'argent. Cette comparaison tout objective prouve également l'augmentation du total de capital actions de 1901 à 1923 de presque 100 pour cent.

Chiffres exacts.

1901	2056	1881,6
1910	3914	2963,2
1913	5142	3542,2
1918	6662	4545,6
1920	7337	5209,7
1921	7498	5664,7
1922	7710	5659,8
1923	8227	5693,0